

C o p i e .

9 Mai 1918

Monsieur le Secrétaire d'Etat ,

Désireux d'entrer dans les vues du Gouvernement du Roi et de chercher à détacher les Arabes des Turcs en facilitant la création d'un Etat ou d'une Confédération d'Etats Arabes , le Gouvernement de la République avait accepté l'invitation qui lui avait été adressée par le Cabinet Britannique en vue de fixer les limites de cet Etat et des régions syriennes où les intérêts Français sont prédominants .

A la suite des conférences qui ont eu lieu à ce sujet à Londres et des pourparlers qui se sont poursuivis à Pétrograd un accord s'est établi . J'ai été chargé de faire connaître à Votre Excellence que le Gouvernement Français accepte les limites telles qu'elles ont été fixées sur les cartes signées par Sir Mark Sykes et M. Georges Picot , ainsi que les conditions diverses formulées au cours de ces discussions .

Il demeure donc entendu que :

1. La France et la Grande Bretagne sont disposés à reconnaître et à soutenir un Etat Arabe indépendant ou une confédération d'Etats Arabes dans les zones ( a ) et ( b ) indiquées sur la carte ci-jointe , sous la suzeraineté d'un chef arabe . Dans la zone (a) la France

et dans la zone (b) la Grande Bretagne , auront un droit de priorité sur les entreprises et les emprunts locaux . Dans la zone (a) la France et dans la zone (b) la Grande Bretagne , seront seules à fournir des Conseillers ou des fonctionnaires étrangers à la demande de l'Etat Arabe ou de la Confédération d'Etats Arabes .

2. Dans la zone bleue la France , et dans la zone rouge la Grande Bretagne , seront autorisées à établir telle administration directe ou indirecte ou tel contrôle qu'elles désirent , et qu'elles jugeront convenable d'établir après entente avec l'Etat ou la Confédération d'Etats Arabes .

3. Dans la zone brune sera établie une administration internationale dont la forme devra être décidée après consultation avec la Russie , et ensuite d'accord avec les autres alliés et les représentants du Chérif de la Mecque .

4. Il sera accordé à la Grande Bretagne , (1) les ports de Caïfa et d'Acre (2) la garantie d'une quantité définie d'eau du Tigre et de l'Euphrate dans la zone (a) pour la zone (b) . Le Gouvernement de Sa Majesté de son côté s'engage à n'entreprendre à aucun moment des négociations en vue de la cession de Chypre à une tierce Puissance sans le consentement préalable du Gouvernement Français .

5. Alexandrette sera un port franc en ce qui concerne le commerce de l'Empire Britannique et il ne sera pas établi de différence de traitement dans les droits de ports , ni d'avantages particuliers refusés à la Marine ou aux marchandises anglaises ; il y aura libre transit pour les marchandises anglaises par Alexandrette et par chemin de fer à travers la zone bleue que ces marchandises

soient destinées à la zone rouge , la zone (B) la zone (A) ou en proviennent ; et aucune différence de traitement ne sera établie (directement ou indirectement ) au dépens des marchandises anglaises sur quelque chemin de fer que ce soit , comme au dépens de marchandises ou de navires anglais dans tout port desservant les zones mentionnées .

Caifa sera un port franc en ce qui concerne le commerce de la France , de ses colonies et de ses Protectorats et qu'il n'y aura ni différence de traitement ni avantage dans les droits de port qui puisse être refusé à la Marine et aux marchandises françaises . Il y aura libre transit pour les marchandises françaises par Caifa et par le chemin de fer anglais à travers la zone brune que ces marchandises soient en provenance ou à destination de la zone bleue , de la zone (a) ou de la zone (b) et il n'y aura aucune différence de traitement directe ou indirecte au dépens des marchandises françaises sur quelque chemin de fer que ce soit , comme au dépens des marchandises ou des navires français dans quelque port que ce soit desservant les zones mentionnées .

6. Dans la zone (A) le Chemin de fer de Bagdad ne sera pas prolongé vers le sud au delà de Mossoul , et dans la zone (B) vers le nord au delà de Samarra , jusqu'à ce qu'un chemin de fer reliant Bagdad à Alep dans la Vallée de l'Euphrate ait été terminé et cela seulement avec concours des deux Gouvernements .

7. La Grande Bretagne aura le droit de construire d'administrer et d'être seule propriétaire d'un chemin de fer reliant Caifa avec la zone (B). Elle aura en outre un droit perpétuel de transporter ses troupes , en tout temps le long de cette ligne . Il doit être entendu par les deux Gouvernements

que ce chemin de fer doit faciliter la jonction de Bagdad et de Caïfa et il est de plus entendu que si les difficultés techniques et les dépenses encourues pour l'entretien de cette ligne de jonction dans la zone brune en rendent l'exécution impraticable, le Gouvernement Français sera disposé à envisager que la dite ligne puisse traverser le polygone Barries-Keis Maril-Silbrad-Tel Hotsda -Mesuire avant d'atteindre la zone (B)

8 . Pour une période de 20 ans les tarifs douaniers turcs resteront en vigueur dans toute l'étendue des zones bleue et rouge aussi bien que dans le zones (a) et (b) et aucune augmentation dans les taux des droits ou changement des droits " ad valorem" en droits spécifiques ne pourra être faite si ce n'est avec le consentement des deux Puissances .

Il n'y aura pas de douanes intérieures entre aucune des zones ci-dessus mentionnées . Les droits de douanes prélevables sur les marchandises destinées à l'intérieur seront exigés aux ports d'entrée et transmis à l'administration de la zone destinataire .

9. Il sera entendu que le Gouvernement français n'entreprendra, à aucun moment, aucune négociation pour la cession de ses droits , et ne cédera les droits qu'il possédera dans la zone bleue à aucune autre tierce Puissance , si ce n'est l'Etat ou la Confédération d'Etats Arabes , sans l'agrément préalable du Gouvernement de Sa Majesté, qui, de son côté, donnera une assurance semblable au Gouvernement français en ce qui concerne la zone rouge .

10. Les Gouvernements Anglais et Français/en tant que protecteurs de l'Etat Arabe, se mettront d'accord pour ne pas acquérir , et ne consentiront pas à ce qu'une tierce Puissance acquière de possessions territoriales dans la Péninsule arabique , ou construise une base navale dans les îles sur la côte est de la

COPIE

15 Mai 1918

Monsieur le Secrétaire d'Etat ,

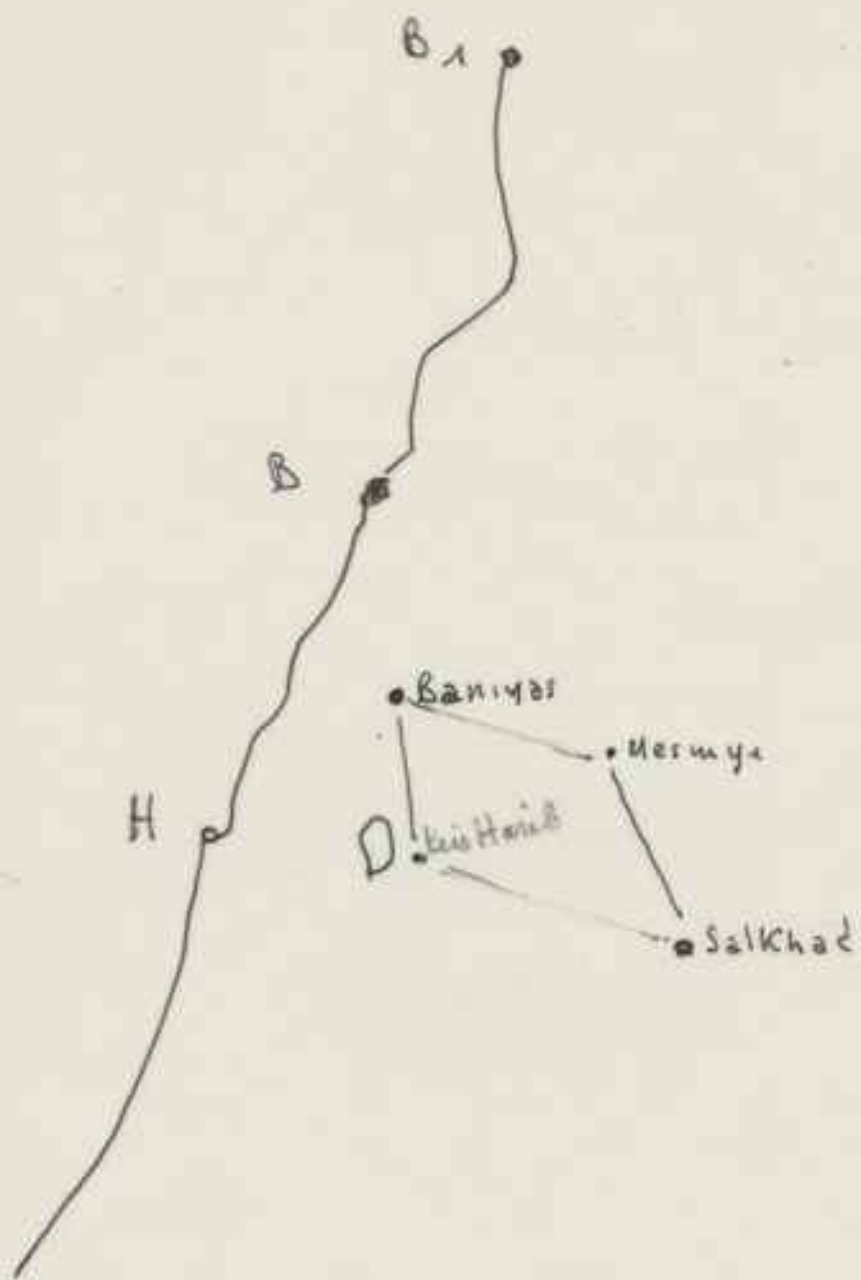
Par sa communication de ce jour Votre Excellence m'a exprimé le désir avant de répondre à ma lettre en date du 9 de ce mois relative à la création d'un Etat Arabe de recevoir l'assurance que dans les régions qui deviendraient françaises ou dans celles où les intérêts français seraient prédominants les concessions et droits de navigation ainsi que les droits et privilèges de tous les établissements religieux , scolaires et médicaux Britanniques seraient maintenus. Il serait entendu par contre, que les mêmes droits seraient reconnus à la France par le Gouvernement du Roi dans la sphère dévolue à l'Angleterre.

J'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que le Gouvernement Français est prêt à sanctionner les diverses concessions Britanniques ayant date certaine antérieure à la guerre dans les régions qui lui seraient attribuées ou qui relèveraient de son action. Quant aux Etablissements religieux, scolaires et médicaux, ils continueraient à fonctionner comme par le passé, étant entendu toutefois qu'une telle réserve ne comporte pas le maintien des droits de juridiction et des capitulations dans ces territoires.

Son Excellence

Sir Edward GREY

Secrétaire d'Etat



17 MAY 1916



AMBASSADE & LEGATION BRITANNIQUE  
 Constantinople  
 No. 983  
 Classe: Carton 14 Dossier 1

Foreign Office,

May 16th, 1916.

(W. 87247/16)

Secret.

Your Excellency:-

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's note of the 9th instant, stating that the French Government accept the limits of a future Arab State, or Confederation of States, and of those parts of Syria where French interests predominate, together with certain conditions attached thereto, such as they result from recent discussions in London and Petrograd on the subject.

I have the honour to inform Your Excellency in reply that the acceptance of the whole project, as it now stands, will involve the abdication of considerable British interests, but since His Majesty's Government recognize the advantage to the general cause of the Allies entailed in producing a more favourable internal political situation in Turkey, they are ready to accept the arrangement now arrived at, provided that the co-operation of the Arabs is secured, and that the Arabs fulfil the conditions and obtain the towns of Homs, Hama, Damascus and Aleppo.

It is accordingly understood between the French and British Governments:-

1. That France and Great Britain are prepared to recognize and protect an independent Arab State

*upheld  
 (W. 87247/16)*

His Excellency

or

Monsieur Paul Cambon, G.C.V.O.,

&c., &c., &c.,



or a Confederation of Arab States in the areas (A) and (B) marked on the annexed map, under the suzerainty of an Arab chief. That in area (A) France, and in area (B) Great Britain, shall have priority of right of enterprise and local loans. That in area (A) France, and in area (B) Great Britain, shall alone supply advisers or foreign functionaries at the request of the Arab State or Confederation of Arab States.

2. That in the Blue area France, and in the Red area Great Britain, shall be allowed to establish such direct or indirect administration or control as they desire and as they may think fit to arrange with the Arab State or Confederation of Arab States.

3. That in the Brown area there shall be established an international administration, the form of which is to be decided upon after consultation with Russia, and subsequently in consultation with the other Allies, and the representatives of the Shereef of Mecca.

4. That Great Britain be accorded (1) the ports of Haifa and Acre, (2) guarantee of a given supply of water from the Tigris and Euphrates in area (A) for area (B). His Majesty's Government on their part undertake that they will at no time enter into negotiations for the cession of Cyprus to any third Power without the previous consent of the French Government.

5. That Alexandretta shall be a free port as regards the trade of the British Empire, and that there shall be no discrimination in port charges





or facilities as regards British shipping and British goods; that there shall be freedom of transit for British goods through Alexandretta and by railway through the Blue area, whether those goods are intended for or originate in the Red area, or (B) area, or area (A); and there shall be no discrimination, direct or indirect, against British goods on any railway or against British goods or ships at any port serving the areas mentioned.

That Haifa shall be a free port as regards the trade of France, her dominions and protectorates, and there shall be no discrimination in port charges or facilities as regards French shipping and French goods. There shall be freedom of transit for French goods through Haifa and by the British railway through the Brown area, whether those goods are intended for or originate in the Blue area, area (A), or area (B), and there shall be no discrimination, direct or indirect, against French goods on any railway, or against French goods or ships at any port serving the areas mentioned.

6. That in area (A) the Bagdad Railway shall not be extended southwards beyond Mosul, and in area (B) northwards beyond Samarra, until a railway connecting Bagdad with Aleppo via the Euphrates Valley has been completed, and then only with the concurrence of the two Governments.

7. That Great Britain has the right to build, administer, and be sole owner of a railway connecting Haifa with area (B), and shall have a perpetual right

to



to transport troops along such a line at all times.

It is to be understood by both Governments that this railway is to facilitate the connection of Bagdad with Haifa by rail, and it is further understood that, if the engineering difficulties and expense entailed by keeping this connecting line in the Brown area only make the project unfeasible, that the French Government shall be prepared to consider that the line in question may also traverse the polygon Baniyas - Keis Marib - Salkhad Tell Otsda - Mesmie before reaching area (B).

8. For a period of twenty years the existing Turkish customs tariff shall remain in force throughout the whole of the Blue and Red areas, as well as in areas (A) and (B), and no increase in the rates of duty or conversion from ad valorem to specific rates shall be made except by agreement between the two Powers.

There shall be no interior customs barriers between any of the above-mentioned areas. The customs duties leviable on goods destined for the interior shall be collected at the port of entry, and handed over to the administration of the area of destination.

9. It shall be agreed that the French Government will at no time enter into any negotiations for the cession of their rights, and will not cede such rights in the Blue area to any third Power, except the Arab State or Confederation of Arab States, without the previous agreement of His Majesty's Government, who on their part will give a similar undertaking to the  
French



French Government regarding the Red area.

10. The British and French Governments, as the protectors of the Arab State, shall agree that they will not themselves acquire, and will not consent to a third Power acquiring territorial possessions in the Arabian peninsula, nor consent to a third Power constructing a naval base on the islands of the east coast of the Red Sea. This, however, shall not prevent such adjustment of the Aden frontier as may be necessary in consequence of recent Turkish aggression.

11. The negotiations with the Arabs as to the boundaries of the Arab State or Confederation of Arab States shall be continued through the same channel as heretofore on behalf of the two Powers.

12. It is agreed that measures to control the importation of arms into the Arab territories will be considered by the two Governments.

I have further the honour to state that in order to make the agreement complete, His Majesty's Government are proposing to the Russian Government to exchange Notes analogous to those exchanged between the latter and Your Excellency's Government on April 26th last. Copies of these Notes will be communicated to Your Excellency as soon as exchanged.

I would also venture to remind Your Excellency that the conclusion of the present Agreement raises for practical consideration the question of the claims of Italy to a share in any partition or re-arrangement of Turkey in Asia, as formulated in Article 9

of



of the Agreement of April 26th, 1915, between Italy  
and the Allies.

His Majesty's Government further consider that  
the Japanese Government should be informed of the  
arrangements now concluded.

I have the honour to be,

with the highest consideration,

Your Excellency's most obedient,

humble Servant,

*G. Grey.*



|  |
|--|
| LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES<br>Direction des Affaires Étrangères<br>Classeur Carion 14 Dossier 1 |
|--|

15 MAY 1916

(W. 87247/16)

Foreign Office,

May 15th, 1916.

Secret.

Your Excellency:-

I shall have the honour to reply fully in a further Note to Your Excellency's Note of the 9th instant, relative to the creation of an Arab State, but I should meanwhile be grateful if Your Excellency could assure me that in those regions which, under the conditions recorded in that communication, become entirely French, or in which French interests are recognized as predominant, <sup>any</sup> existing British concessions, rights of navigation or development, and the rights and privileges of any British religious, scholastic, or medical institutions, will be maintained.

His Majesty's Government are, of course, ready to give a reciprocal assurance in regard to the British area.

I have the honour to be,  
 with the highest consideration,  
 Your Excellency's most obedient,  
 humble Servant,

*E. Grey.*

His Excellency,

Monsieur Paul Cambon, G.C.V.O.,

&c., &c., &c.,